



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Agences postales

Question écrite n° 3448

Texte de la question

M. Michel Hannoun attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, des postes et telecommunications et du commerce extérieur sur la situation des employés des agences postales dans les communes rurales. Ces agents ne relèvent pas, en effet, d'un statut clairement défini, avec comme conséquence qu'ils ne reçoivent pas toujours une formation suffisante. De plus, dans certains cas et notamment pour ceux qui travaillent à temps partiel, leur rémunération est supportée à la fois par La Poste et par les communes, sans qu'aucune règle précise ne vienne l'organiser. De ce fait aussi, leur remplacement, en cas de congé ou de maladie, n'est pas assuré de manière systématique. Enfin, leurs activités étant placées tantôt sous l'autorité des maires, tantôt sous celle de La Poste, leur responsabilité personnelle, notamment en cas de vol ou de détournement de fonds, est difficilement appréciable. Il lui fait remarquer que la reconnaissance, en faveur de ces agents, du statut de fonctionnaire de La Poste permettrait de résoudre tous ces problèmes, le statut d'agent communal ne lui donnant pas droit, par exemple, de détenir de l'argent liquide. C'est pourquoi, et compte tenu de l'importance que revêt particulièrement le maintien des services publics en zone rurale, il lui demande de bien vouloir étudier les possibilités de faire bénéficier ces agents du statut de fonctionnaire de La Poste, une convention avec les collectivités territoriales concernées réglant les charges financières.

Texte de la réponse

Avec plus de 12 000 points de contacts, La Poste maintient dans les zones rurales le réseau de service public le plus dense et de plus grande proximité. Par ailleurs, les évolutions actuelles du monde rural imposent à La Poste d'adapter son réseau pour maintenir une présence proportionnée à la réalité des besoins de son environnement. Les gérances d'agence postale sont une des formes de cette adaptation. Leur statut a pris jusqu'à aujourd'hui deux formes essentielles, celle de gérances relevant directement de La Poste, pour lesquelles cette dernière est employeur, celle des gérances concédées à une personne morale, principalement des municipalités, ces dernières étant alors employeurs des personnels affectés à ce service. Lorsqu'il y a une concession à une personne morale, La Poste verse à la personne morale concessionnaire une contrepartie financière évaluée en fonction du trafic écoulé, à charge pour celle-ci de rémunérer le salarié qu'elle emploie pour assurer ce service. L'employeur du gérant concerné, qu'il s'agisse de La Poste ou d'une commune, est également chargé de mettre en place un système de remplacement de l'agent absent. Pour poursuivre l'indispensable adaptation de son réseau rural, La Poste envisage une nouvelle formule d'agences postales définies en partenariat avec les élus et qui conduira à terme à stabiliser et à renforcer la présence du service public en milieu rural.

Données clés

Auteur : [M. Hannoun Michel](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 3448

Rubrique : Poste

Ministère interrogé : industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

Ministère attributaire : industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 5 juillet 1993, page 1891

Réponse publiée le : 13 septembre 1993, page 2956